

Convention collective départementale

IDCC : 1626. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRO-CÉRAMIQUES
ET CONNEXES
(HAUTES-PYRÉNÉES)
(18 février 1992)**

(Etendue par arrêté du 30 juillet 1992)

**ACCORD DU 4 AVRIL 2007
RELATIF AUX TEG DES MENSUELS 2007
NOR : ASET0750555M
IDCC : 1626**

Entre :

La chambre syndicale des industries métallurgiques, mécaniques, électriques, électro-céramiques et connexes des Hautes-Pyrénées (UIMM Adour-Pyrénées),

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CGC ;

FO,

D'autre part,

conformément à la loi n° 82-957 du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord se réfère aux dispositions de l'accord national du 13 juillet 1983, modifié par l'avenant du 17 janvier 1991, et à l'accord national modifié du 21 juillet 1975 sur les classifications. Il est conclu en considération de l'accord national du 28 juillet 1998 sur l'organisation du travail dans la métallurgie et compte tenu de la recommandation du même jour, figurant en annexe audit accord national.

Conclu ce jour, le présent accord fixe les barèmes qui sont portés en annexe et qui déterminent les taux effectifs garantis des mensuels pour l'exercice 2007.

Cet accord répond également aux obligations de l'article 10 *bis* de la convention collective des Hautes-Pyrénées du 18 février 1992.

Article 2

Ces taux sont établis pour 1 an et s'appliquent aux rémunérations perçues entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2007.

Article 3

L'adoption de ce nouveau barème ne peut avoir par elle-même d'incidence sur les salaires réels, sauf dans le cas où ces derniers se révéleraient inférieurs audit barème.

Les valeurs portées sur les barèmes ci-joints des taux effectifs garantis sont fixées sur la base de l'horaire hebdomadaire légal de 35 heures ou 151,66 heures par mois.

Elles devront être adaptées proportionnellement à l'horaire de travail effectif et donc, le cas échéant, supporter les majorations légales pour heures supplémentaires.

Les taux effectifs garantis, établis pour chacun des divers échelons ou coefficients de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, ne servent pas de base de calcul de la prime d'ancienneté. Elles ne font pas l'objet des majorations des 5 % et 7 % réservés aux ouvriers et aux agents de maîtrise d'atelier pour la détermination des rémunérations minimales hiérarchiques servant de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Les taux effectifs garantis, figurant sur le barème ci-joint, font l'objet d'un calcul *pro rata temporis* pour les mensuels embauchés ou quittant l'entreprise en cours d'année.

L'application du barème ne devra pas conduire à un nivellement des salaires dans chacune des catégories.

Article 4

Le présent accord fera l'objet des mesures de publicité prévues par la législation en vigueur.

Article 5

Extension : les parties signataires s'emploient à obtenir l'extension du présent accord.

Fait à Tarbes, le 4 avril 2007.

(Suivent les signatures.)

Barème annuel des taux effectifs garantis des mensuels

(base 35 heures)

Ouvriers, administratifs, techniciens
et agents de maîtrise d'atelier. – Exercice 2007

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	BARÈME ANNUEL Effet du 1 ^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007
I	1	140	15 220
	2	145	15 245
	3	155	15 270
II	1	170	15 320
	2	180	15 385
	3	190	15 455
III	1	215	15 540
	2	225	15 850
	3	240	16 500
IV	1	255	17 200
	2	270	18 050
	3	285	18 950
V	1	305	20 500
	2	335	22 750
	3	365	25 050
	4	395	27 800